

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juin 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 14
Procuration(s) : 8
Absent(s) : 3
Déporté : 1
Nombres de votants : 22
Votes pour : 22
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 3 juin 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0066

Relative à la mise en place de la subvention 2024 de financement des actions relevant des missions de service publics et des missions déléguées entre le Conseil Départemental de Mayotte et le GIP CARIF-OREF Mayotte pour l'année 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le douze juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente Monsieur Daniel ZAIDANI te, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC,

Conseiller(s) départemental(aux) représenté(s) :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Madame Soihirat EL HADAD, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents:

Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Echati ISSA, Madame Zaounaki SAINDOU, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE (déporté),

Secrétaire de séance désigné(e) :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel
- Vu** la délibération du Conseil départemental en date 9 avril 2019 autorisant le Président du Conseil départemental à signer le pacte ultramarin d'investissement dans les compétences 2019-2022 de Mayotte.
- Vu** le Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences 2019-2022 de Mayotte du 23 avril 2019,
- Vu** la délibération N°DL_CP2020_0324 relative à l'autorisation donnée au Président pour signer l'avenant à la convention du Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences (PUIC) 2019- 2022 ;
- Vu** la délibération n° DL_2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;



CONVENTION ANNEE 2024 N°XXXXX

Relative à la mise en place de la subvention 2024 de financement des actions relevant des missions de service public et des missions déléguées entre le Conseil Départemental de Mayotte et le GIP CARIF-OREF Mayotte pour l'année 2024

ENTRE

Le Conseil Départemental Mayotte, représenté par son Président, **Monsieur Ben Issa OUSSENI** Président du Conseil Départemental de Mayotte dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité au 8 boulevard Sélémani Halidi à Mamoudzou

ET

Le GIP CARIF-OREF (Groupement d'intérêt Public Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur la Formation Observatoire Régional Emploi Formation Mayotte), sis Rue du lycée Younoussa BAMANA de Mamoudzou — site de la Cité des métiers - 97600 Mamoudzou, représenté par Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, en qualité de Président.

N° SIRET : 13002206400013.

Ci-après dénommée « LE GIP CARIF-OREF »,

- Vu** le Code général des collectivités territoriales
- Vu** le Code du travail
- Vu** la loi 17 02014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale
- Vu** la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016 -1742 du 8 février 2016 approuvant la création du GIP CARIF OREF
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 portant élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil général de Mayotte ;

- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil départemental données à sa commission permanente ;
- Vu** la délibération **N° XXXXX relative au Budget Primitif 2024** du Conseil Départemental de Mayotte
- Vu** la délibération **N°2024-XXX** relative à la mise en place de la subvention 2024 de financement des actions relevant des missions de service public et des missions déléguées entre le Conseil Départemental de Mayotte et le GIP CARIF-OREF Mayotte pour l' année 2024

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

Préambule

Dans la poursuite des précédents pactes régionaux pour l'investissement dans les compétences (PRIC) et de l'expérience acquise en matière d'achats de formations, et au vu de l'impact avéré de la formation sur l'accès à l'emploi des personnes en recherche d'emploi les plus éloignées, l'Etat a souhaité proposer aux régions un nouveau cycle d'investissement additionnel dans les compétences des personnes en recherche d'emploi les plus fragiles, pour mieux répondre aux besoins de recrutement des métiers en tension et contribuer au plein emploi.

A Mayotte, et dans l'ensemble des territoires ultramarins, on parle de Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences (PUIC).

Les études le démontrent en effet : la formation décuple l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi, en particulier les plus éloignés du marché du travail.

Les entreprises et leurs représentants l'expriment également : la formation constitue un levier incontournable pour réduire les difficultés de recrutement et accompagner efficacement les réorientations professionnelles des personnes privées d'emploi, dans une économie et un marché du travail directement concernés par de multiples évolutions, au premier chef les transitions numérique et écologique.

A Mayotte, les attentes sont particulièrement élevées en raison de ses caractéristiques uniques. Notamment de sa population jeune, d'une immigration illégale importante, des disparités de pauvreté plus prononcées que dans d'autres régions du pays, ainsi qu'une économie largement dépendante des marchés publics et des services. Ainsi, en continuité des travaux du PUIC 2019-2023, l'amélioration des compétences et le renforcement du niveau global de qualification de la population constituent des enjeux cruciaux à relever pour favoriser le développement socio-économique du département de Mayotte.

C'est la raisons pour laquelle, tout doit être fait dans ce nouveau cycle de contractualisation du PUIC 2024-2027 pour **garantir une priorisation des publics ciblés**, afin d'améliorer significativement leur maîtrise des compétences socles et **leur qualification afin d'améliorer leur insertion en emploi dans les métiers en tension de recrutement prioritairement sur le territoire mais aussi par la voie de la mobilité**

C'est dans ce contexte de renouvellement du pacte ultramarin d'investissement dans les compétences entre l'Etat et le Conseil Départemental de Mayotte pour les années 2024-

2027, que le Département souhaite contractualiser avec le GIP CARIF OREF Mayotte pour la poursuite de la mise en oeuvre mise en œuvre de l'axe relative aux savoirs de base ainsi que l'axe transverse du précédent PUIC relative à la transformation du système de formation. Ce PUIC a d'ailleurs été prorogé d'une année supplémentaire pour se terminer au 31/12/2023

En conséquence, il est nécessaire de préciser les engagements financiers du Conseil Départemental de Mayotte et du GIP CARIF- OREF sur la base de leurs mobilisations respectives.

Article 1 : Objet de la convention

Au titre de l'année 2024, la présente convention précise les modalités d'attribution de la subvention de la mise en oeuvre des missions de service public et des missions déléguées que le Conseil départementale attribue au GIP CARIF OREF.

Il s'agit de:

- Réaliser 3 dispositifs de formation sur les savoirs de base, au benefice, des demandeurs d'emploi principalement. Il s'agit d'accompagner 300 personnes pour une durée de 600 heures par stagiaire sur une durée de 6 mois.
- La poursuite du déploiement de la plateforme SEMPRO portée par la Direction de la formation professionnelle du Conseil Départemental. Il s'agit de prendre en charge les coûts de développement des modules de mise en relation avec AGORA HUB, la plateforme nationale de la collecte des données sur l'activité de la formation professionnelle régionale.
- Renforcer les moyens du CARIF OREF sur le pilotage et la réalisation du Contrat de plan regional de développement de la formation, de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) 2023-2027, de l'animation du Comité Régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (CREFOP), de la professionalisation des acteurs de l'orientation et de la formation professionnelle. Il s'agit aussi d'internaliser des postes mis à disposition par la CD au GIP CARIF OREF.

Article 2 : Montant de l'enveloppe financière au titre de l'année 2024

Le Conseil Départemental attribue au GIP CARIF-OREF une subvention pour 2024 au titre des missons de service public et des missions déléguées de la structure comme indiqué sur le tableau ci-dessous :

Intitulé	Montant demandé
Accompagnement à la mobilisation fonds européens	200 000,00 €
Actions de formations sur l'acquisition des savoirs de base (dispositifs Cléa, Cléa numérique, formation couplée) + remuneration éventuelle des stagiaires,	2 850 000,00 €
Déploiement SEMPRO et autres frais de gestion	193 000,00 €
Renforcement des moyens humains et matériels	287 567,58 €
TOTAL	3 530 567,58 €

Article 3 : Modalités de suivi

Le GIP CARIF OREF Mayotte produit trimestriellement le suivi de la réalisation des actions énoncées aux articles 1 et 2 de la présente convention.

Les parties conviennent d'instituer une réunion trimestrielle de suivi de la présente convention. Le bilan annuel de la convention sera également présenté au CREFOP.

Les parties conviennent d'instituer une réunion trimestrielle de suivi de la présente convention. Dans ce cadre le GIP CARIF OREF s'engage à communiquer l'ensemble des informations concernant les actions mise en œuvre sous la forme suivante:

- La planification des actions de formation (format Excel) précisant :
 - o La nature des actions engagées
 - o Les structures bénéficiaires
 - o Eventuellement Le nombre de bénéficiaires
 - o Les dates de début et de fin
- Les montants financiers correspondants

Un bilan annuel de la convention sous la même forme sera réalisé au plus tard le 1^{er} mars 2025. Le bilan sera également présenté au CREFOP.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention 2024

4-1 : Imputation

La dépense relative à l'exécution de la présente convention sera imputée sur **le chapitre 65 du budget 2024** du conseil départemental de Mayotte

4-2 : Compte du bénéficiaire

Les versements relatifs à l'exécution de la présente convention seront effectués sur le compte du bénéficiaire ouvert auprès du Trésor public dont les références sont les suivantes :

Nom du titulaire du compte : GIP CARIF-OREF

Etablissement	Guichet	N° de compte	Clé RIB
10071	98001	00001000125	10

4-3 : Premier versement

A la signature de la présente convention, le Conseil Départemental de Mayotte verse au profit du GIP CARIF OREF **80 % du montant inscrit en crédits de paiement pour l'année 2024**
Le montant à verser correspond donc à 2 824 454,064 €.

4.4 : Deuxième versement (Solde de 706 113, 516 €)

- Le deuxième versement correspondant au solde intervient dans la limite des dépenses justifiées. Il est plafonné à l'enveloppe financière déterminée à l'article 2 et minoré du montant de l'acompte déjà versé au titre du 1^{er} versement.

- Le solde est calculé dans la limite des dépenses justifiées, comme indiqué au paragraphe 3 de l'article 3 de la présente convention, et plafonné à l'enveloppe financière déterminée à l'article 2.

- Si le montant des dépenses justifiées s'avèrent, au vu des pièces transmises, inférieur au coût prévisionnel, le montant de l'enveloppe financière est réduit au prorata des dépenses réalisées.

Le CARIF-OREF Mayotte produit un bilan final au plus tard le 30 juin 2025.

Article 5 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de validité qui va du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

La date de fin de formation est arrêtée au plus tard le 30 septembre 2025.

Article 6 : Modification de la convention

La présente convention peut faire l'objet d'avenants suite à une modification, à l'initiative concertée des parties signataires. Ces avenants sont conclus selon les mêmes conditions de forme et de procédure que la présente convention.

Article 7 : Règlement des litiges

En cas de litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforcent de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige est porté à l'appréciation du tribunal administratif de Mayotte

Article 8 : Exécution de la convention

Le Président du Conseil Départemental de Mayotte et le Directeur Régional du CARIF OREF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Etabli en 4 exemplaires

Fait à Mamoudzou, le

**Le Président du GIP CARIF-OREF
Mayotte**

**Le Président
du Conseil Départemental de Mayotte**

Ben Issa OUSSENI

- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil départemental données à sa commission permanente ;
Vu la délibération N°DL_AP2024_0019 du mardi 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil départemental et du STM ;
Vu le rapport n°2024-02150 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission Formation professionnelle, Education et Insertion en date du 05 juin 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : D'attribuer au GIP CARIF-OREF de Mayotte une subvention pour 2024 au titre des missions de service public et des missions déléguées comme indiqué sur le tableau ci-dessous :

Intitulé	Montant demandé
Accompagnement à la mobilisation fonds européens	200 000,00 €
Actions de formations sur l'acquisition des savoirs de base (dispositifs Cléa, Cléa numérique, formation couplée) + rémunération éventuelle des stagiaires,	2 850 000,00 €
Déploiement SEMPPO et autres frais de gestion	193 000,00 €
Renforcement des moyens humains et matériels	287 567,58 €
TOTAL	3 530 567,58 €

Article 2: D'imputer la dépense sur le chapitre 65 du budget 2024 du conseil départemental de Mayotte ;

Article 3: D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer avec le GIP CARIF-OREF la convention ainsi que l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI